

paroles de...



AMÉLIE-BENOIST/BSIP

Psychiatrie : sortir de la pénurie

La CGT appelait le 26 septembre à une journée de débats et de mobilisation dans la psychiatrie, malade de l'austérité budgétaire. Pour remettre l'humain au cœur des débats et des pratiques.

« **O**n juge du degré de civilisation d'une société à la façon dont elle traite ses fous », rappelait le psychiatre Lucien Bonnafé, l'un des artisans de la politique de « secteur » en psychiatrie en France, dès la Libération. Depuis plusieurs années déjà, à l'instar de toute la santé publique, la psychiatrie est en souffrance. Austérité budgétaire présentée comme impérative, climat sécuritaire, injonctions à substituer des protocoles « normalisés » à des soins souvent longs, complexes, adaptés à chaque patient considéré comme une personne : patients et soignants sont de plus en plus confrontés à des politiques financières et

idéologiques mettant en cause l'efficacité, sinon la nature même du soin psychiatrique. En appelant à la mobilisation le 26 septembre dernier, en revendiquant une nouvelle fois une grande loi d'orientation pour la psychiatrie, la fédération CGT de la santé et de l'action sociale voulait, aussi, remettre l'humain au centre du débat.

Quand les murs tombent

Prévention, soin, postcure : élaborée après la dernière guerre et mise en œuvre dans les années suivantes, la politique de secteur permet une approche globale des soins dont l'hôpital n'est qu'une étape et le centre médico-psychologique le pivot. La psychiatrie se pense ainsi dans et hors les murs de l'hôpital, dans une relation continue du

patient avec la même équipe soignante, au plus près de son lieu de vie, aux antipodes de décennies d'exclusion et de réclusion. On doit à quelques psychiatres de la génération de Lucien Bonnafé, atterrés par les horreurs de la guerre et l'extermination de ceux que les nazis considéraient comme les rebuts de la société, d'avoir remis l'être humain et ses droits au cœur de leur réflexion et de leurs pratiques.

« La psychiatrie de secteur est ainsi très moderne, la majeure partie des soins se fait en extra-hospitalier », commente Philippe Burgaud Grimart, infirmier psychiatrique en Vendée et responsable CGT. « Elle permet d'amener au plus près des citoyens les soins les plus adaptés à leur situation. Mais cette politique est aujourd'hui, et depuis des années, dramatiquement mise à mal. »